

Programmes universitaires



Article rédigé par *Ségolène Curnier*, le 10 février 2012

La Réforme de l'université issue de la loi LRU du 10 août 2007 est mise en place par le gouvernement à l'orée du quinquennat. Le bilan de cette réforme reste aujourd'hui plus contesté à gauche qu'à droite, au regard des projets présidentiels. De fait, l'autonomie de cette institution engendre des polémiques, entre autre, sur l'égalité des étudiants à accéder à des formations plus ou moins équivalentes. La logique est alors paradoxale, démocratiser l'accès à l'université en gardant un cap d'excellence qui s'imposerait à l'étranger.

Néanmoins les programmes des candidats aux élections s'accordent sur deux points : Décloisonner autant faire ce peu les filières universitaires ; développer les stages ou les systèmes d'orientations afin d'éclairer et de soutenir les étudiants dans leurs projets.

Le Parti Socialiste :

- Le PS propose de réformer les 1ers cycles à l'université : decloisonner les filières an d'éviter une spécialisation précoce des étudiants et permettre le renforcement des passerelles entre toutes les formations du supérieur, notamment entre universités et grandes écoles.
- Réformer la loi LRU consisterait à garantir une autonomie réelle des établissements, avec des moyens et une gouvernance plus collégiale et démocratique.
- François Hollande préconise de créer une allocation d'études et de formation pour les étudiants sous conditions de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie.
- Encadrer les stages pour empêcher les abus.
- Afin d'ouvrir les générations futures sur le monde, le PS affirme qu'il faut donner une impulsionaux échanges entre universités françaises et étrangères.
- Simplifier l'organisationdu financement de la recherche, notammentpour que les chercheurs et les enseignants-chercheurs puissent se consacrer à leurs véritables tâches. Permettre l'accélération des investissements d'avenir enfavorisant les coopérations et les mises enréseau pour éviter des déserts universitaires et scientifiques.

L'UMP :

Elle veut continuer "la modernisation de l'enseignement supérieur" déjà entamé par la réforme des universités.

L'autonomie des universités et les investissements massifs dans le supérieur au cours de ce quinquennat sont des avancées majeures pour la France. L'UMP désire poursuivre et amplifier cette dynamique.

- L'UMP s'engage à rendre les licences pluridisciplinaires pour ouvrirde nouveaux horizons aux étudiants etéviter une spécialisation trop précoce.
- Le parti pour l'Union pour la Majorité Populaire propose le développement de l'alternance et l'apprentissage à l'université pour rapprocher davantage les établissements supérieurs et les entreprises.

Le PCD :

Il se positionne originellement dans la droite ligne de l'UMP n'émet aucunes propositions à ce sujet dans son programme. On peut se demander si les avancées établies par le gouvernement conviennent à Christine Boutin.

Debout la République :

Le programme de Nicolas Dupont-Aignan à ce sujet rejoint celui qu'il avait proposé en 2007.

- Selon Debout la République, il faut poursuivre l'effort budgétaire en faveur de l'éducation supérieure et atteindre 2% du PIB alloué à l'enseignement supérieur et la recherche d'ici à 2017 pour rattraper le retard de la France dans ce domaine et assurer, entre autres, une rénovation des locaux.
- Instaurer une vraie sélection (numerus clausus) à l'entrée des universités pour les filières qui présentent des problèmes de débouchés (et uniquement pour celles-là) pour assurer une meilleure répartition des élèves.
- Nicolas Dupont-Aignan invite à mettre fin à l'augmentation des frais de scolarité annexes et réaffirmer le principe d'un accès gratuit à l'enseignement supérieur ainsi que la gratuité des concours.
- Limiter le nombre de redoublements autorisés par filière et par année universitaire éviterait que les étudiants persévèrent dans l'échec.
- Debout la République prône pour une égalité des chances et des niveaux à l'université. Pour ce faire il serait, nécessaire de refuser tout quota dans les grandes écoles sous peine de créer des étudiants de seconde catégorie et donc permettre aux étudiants les plus modestes d'y accéder par des quotas dans les classes préparatoires, y compris les meilleures.
- Une partie du plan campus doit être plus précisément allouée à la création et à la rénovation de logements étudiants. Il faut créer 200 000 places de logement, soit un effort de 40 000 places par an pendant 5 ans.

EELV :

Ils se battent pour "Consolider le service public de la formation."

- Eva Joly soutient qu'il faut développer la validation des acquis de l'expérience dans les programmes universitaires pour une meilleure insertion des étudiants dans la vie professionnelle.
- Revenir sur les réformes des universités mises en place pendant le quinquennat car les établissements sont désormais en concurrence, et empêche toute logique égalitaire tant entre les étudiants qu'entre les établissements.
- Autonomiser les étudiants pour les rendre acteurs de leur parcours c'est transformer en profondeur le système de bourses actuel par la mise en place d'une allocation d'autonomie jeunesse de diverses manières : en diminuant les frais d'inscription avec l'objectif de la gratuité du service public de l'enseignement supérieur ; en installant des éco-campus (rénovation du bâti universitaire, amélioration de l'offre de transports en commun, 70 000 rénovations et 50 000 nouvelles chambres éco-conçues, alimentation bio et équitable, centres de santé, crèches...) ; en donnant aux étudiants l'opportunité de s'engager dans la vie citoyenne .
- Europe Ecologie Les Vert propose de soutenir les étudiants dans l'orientation et la formation en reconstruisant un service public de l'orientation; garantir 50 % des places en BTS et IUT pour les bacheliers professionnels et technologiques. Renforcer la lisibilité des diplômes, les passerelles entre filières et disciplines, en structurant réellement les masters sur deux années, en facilitant la validation des acquis et la reprise d'études.
- Eva Joly suggère de réformer la licence pour instaurer une dynamique pluridisciplinaire avec un meilleur accompagnement (tutorat, créations de postes...) et une vraie pédagogie.
- Rapprocher les grandes écoles et les universités au sein de pôles territoriaux, en substituant progressivement aux classes préparatoires des parcours renforcés de licence, en recrutant dans les écoles sur dossier et non plus sur concours.

- Développer l'alternance pour une meilleure insertion des étudiants dans la vie professionnelle lorsqu'elle apporte une réelle valeur ajoutée aux formations.
- Ouvrir l'université française aux étrangers en améliorant leur accueil et en renforçant les échanges internationaux.
- Assurer un maillage universitaire régional qui associe les pôles d'enseignement supérieur et de recherche de rang international et un réseau de proximité pour regrouper les lieux de savoir (logique du campus).
- Créer un statut du doctorant et reconnaître le titre de docteur dans les grilles de la fonction publique et dans les conventions collectives.
- Sortir de la logique néo-libérale des processus de Bologne et de Lisbonne pour créer un service public européen de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le Font National :

Pour lui l'enseignement supérieur doit être redynamisé : "L'avenir de la jeunesse française et la place de la France dans le monde en dépendent dans une large mesure".

- Afin de donner cette grandeur à l'enseignement supérieur, le FN préconise la création d'un grand ministère de l'Enseignement supérieur aux compétences élargies, qui gèrera l'ensemble de l'enseignement supérieur. Substituer aux dispositifs actuels d'orientation, un service public national d'orientation permettrait une vraie prise en charge du parcours de chaque étudiant. Restituer à l'Etat la gestion de la masse salariale et la propriété des bâtiments universitaires.
- Encourager le regroupement des universités en pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), favoriserait le travail en commun et améliorerait la lisibilité du savoir à l'internationale. Encourager la structuration de la recherche reconnue alors par l'Etat, permettrait une plus grande efficacité.
- Le FN propose de réformer la taxe d'apprentissage en ôtant aux chambres de commerce et d'industrie le rôle d'organismes collecteurs.
- Marine Le Pen s'engage à élargir la composition du Conseil d'administration (CA) de chaque université (entre 40 et 50 membres), et instituer la représentation proportionnelle ; maintenir le rôle consultatif du Conseil scientifique (CS) ; supprimer le Conseil des études et de la vie universitaire (CEVU). Renforcer la légitimité démocratique du président de l'université en le faisant élire par l'ensemble réuni des membres du CA et du CS.
- Engager une politique volontariste de construction de logements universitaires qui faciliterait ainsi aux étudiants français une priorité d'accès aux logements étudiants.
- Lutter contre l'échec en première année de licence en proposant un « contrat de réussite » personnalisé à chaque étudiant en difficulté ou redoublant.
- Encadrer les droits d'inscription dans les grandes écoles pour que chaque titulaire du baccalauréat puisse avoir le droit d'y accéder.

Le MoDem :

"L'Enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sont les clés de l'avenir."

- Le Mouvement Démocrate n'est pas opposé à l'octroi de plus d'autonomie aux universités. Mais cette autonomie ne doit pas se traduire par une simple concentration des pouvoirs entre les mains des présidents d'université ni se transformer en simple concurrence entre universités. Une autonomie qui impliquerait que chaque établissement ait le choix des étudiants, des enseignants de leurs salaires et des droits d'inscription n'est pas acceptable.
- François Bayrou veut soutenir des ambitions scientifiques et technologiques de très haut niveau. A ce titre 5 propositions sont soumises : Augmenter de 5% par an pendant 10 ans le budget de la recherche ; Le parc de logement étudiant doit être multiplié par deux et complété par des mesures d'aide au logement chez les particuliers ; Les bourses doivent être revalorisées et fusionnées dans une aide

unique à l'étudiant ; Il faut encourager le mécénat d'entreprise en faveur des études ; Les universités doivent avoir plus de liberté dans la gestion de leurs moyens sans que soit remis en cause le caractère national des diplômes universitaires.

- Constituer des Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur regroupés, sur des campus.
- Promouvoir l'enseignement général des étudiants dès les années pos-bac est l'une des ambition du MoDem: Mettre en place un premier cycle qui ne soit pas spécialisé avant la troisième année de licence, mais organisé en six domaines : les sciences exactes de l'ingénieur ; les sciences de la vie, les sciences économiques et de gestion ; les sciences sociales et juridiques ; les sciences humaines ; les lettres, les langues et les arts. Cela permettrait diverses orientations en 3ème année: les concours de grandes écoles, les masters, des licences professionnelles etc. Les IUT doivent trouver leur place dans ce système.

Parti de Gauche (PDG) :

Il dénonce un actuel "système libéralisé et autocratique" de l'enseignement supérieur. Il couve l'espoir de rendre accessible et gratuit cette institution.

- Stopper les suppressions de postes et engager un plan de recrutement dans l'Éducation nationale sous statut de la fonction publique d'État rétablissant, tous les postes supprimés. Le Front de Gauche veut développer le pré recrutement des enseignants pour que la profession reste accessible à tous les milieux sociaux, quel que soit le niveau de recrutement.
- Le Parti de Gauche cherche à rétablir les postes de conseillers d'orientation-psychologues et procéder à des recrutements pour que tous les jeunes aient accès au service public d'orientation.
- L'investissement de l'État dans l'enseignement professionnel sera augmenté de 50 % pour que les enseignements techniques, professionnels et généraux soient d'égale qualité.
- Garantir le droit à une qualification égale pour ceux qui ont suivi une même formation : défense du cadre national des diplômes grâce au rétablissement des missions du Cneser, validation de toutes les années d'études dans les conventions collectives.
- Pour l'enseignement supérieur et la recherche, le PDG veut rétablir la construction du service public dans ses missions prioritaires, pour l'égal accès au savoir de tous les jeunes ainsi que pour l'accueil des étudiants étrangers qui le souhaitent.
- La coopération entre les services publics et l'enseignement supérieur au niveau européen sera défendue et élargie.
- Abroger la loi LRU et le « Pacte pour la recherche ». La conférence des présidents d'université ne pourra plus se substituer aux instances démocratiques dans la définition des politiques universitaires.
- Le PDG s'engage à mettre en chantier une nouvelle loi qui s'appuiera sur les travaux d'Assises de la recherche réunies dès le début du mandat. Démocratiser les conseils d'administration des universités et des organismes de recherche. Ainsi la totalité des personnels, des chercheurs et des enseignants-chercheurs pourra intervenir en amont des décisions.
- Le CNRS, comme l'Inserm, seront rétablis dans la diversité de leurs disciplines et leur vocation de pôles publics de la recherche, au service de toutes les sciences et dans leurs missions de prospective et d'évaluation ; leurs instances retrouveront la plénitude des missions d'orientation de la recherche fondamentale. Les personnels de la recherche publique verront leur indépendance intellectuelle assurée.
- Garantir le droit effectif de tous les enseignants-chercheurs à exercer une activité de recherche. Un nouveau statut du doctorant sera élaboré en étroite collaboration avec les organisations et associations qui les regroupent.
- Dans le domaine de la recherche : la RGPP sera stoppée et un plan de rattrapage de l'emploi sera mis en place au profit exclusif de l'emploi permanent titulaire.
- Le principe de la progression de la carrière pour chacune et chacun sera rétabli ; le PDG veut abandonner les primes « au mérite ».
- L'effort budgétaire public pour l'enseignement supérieur sera porté selon le PDG à 12 000 euros par an et par étudiant(e). Le budget public de la recherche sur la législature sera doublé.

Découvrez tous les articles du dossier éducation :

